

Unité départementale de l'Ain
23, rue Bourgmayer
01000 BOURG-EN-BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 11/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BERNARD AGRICULTURE

rue de la gare
01390 SAINT-ANDRE-DE-CORCY

Références : 20220301-RAP-S2-22-028 PA

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2022 dans l'établissement BERNARD AGRICULTURE implanté rue de la gare 01390 SAINT-ANDRE-DE-CORCY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée de manière inopinée afin de pouvoir constater les conditions réelles de stockage.

L'inspection a été réalisée suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4/11/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERNARD AGRICULTURE
- rue de la gare 01390 SAINT-ANDRE-DE-CORCY
- Code AIOT dans GUN : 0006107007
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Non IED - MTD

L'établissement BERNARD PRODUCTIONS VEGETALES s'articule autour de 2 grandes activités :

- le stockage d'engrais et de produits d'amendements agricoles ;
- une activité de séchage et de stockage de grains.

Le site existe depuis 1968. Il bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter (régularisation) datant du 31 mars 2000. Le site est classé SEVESO Seuil Bas pour le stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium (rubrique 4702).

Le silo de stockage de grains relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2160.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conditions de stockages des engrais classés

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Distances d'éloignement	AP de Mise en Demeure du 04/11/2021, article 1er	/	Suspension
Equipements de première intervention	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2	/	Lettre de suite préfectorale
Informers le SDIS des dangers	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2	/	Lettre de suite préfectorale
Sols bétons	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Sensibilisation du personnel intérimaire	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 4.2	/	Lettre de suite préfectorale
Nettoyage des installations	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.2	/	Lettre de suite préfectorale
Modification des îlots de stockage des Big bags	AP de Mise en Demeure du 04/11/2021, article 1er	/	Suspension, Astreinte

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Désenfumage, existence et dimensionnement	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 9.1	/	Sans objet
Rétention	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 12	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Stockage engrais II et III cases 12 et 13	AP de Mise en Demeure du 04/11/2021, article 1er	/	Sans objet
Distances d'éloignement	AP de Mise en Demeure du 04/11/2021, article 1er	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions constructives tunnel	AP de Mise en Demeure du 04/11/2021, article 1er	/	Sans objet
Combustibles et matières incompatibles, proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1	/	Sans objet
Combustibles liquides ou liquéfiables proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1	/	Sans objet
Urée gestion et proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1	/	Sans objet
Chlorures de potassium, sulfate d'ammonium et chlorure de sodium	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1	/	Sans objet
Engins de manutention, stationnement	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.6	/	Sans objet
Eclairages et installations électriques	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.3	/	Sans objet
Détetion automatique	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6	/	Sans objet
Alarme	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6	/	Sans objet
Moyens en eau accessibilité	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.1	/	Sans objet
Accessibilité des stockages au SDIS, installation nouvelle	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.3	/	Sans objet
Accessibilité des stockages au SDIS, installation existante	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 30/09/2021 s'articulait autour de 2 grands constats :

1 : le stockage d'engrais classées II ou III dans certaines cases numérotées 1 à 11 alors que l'exploitant n'est autorisé à stocker des engrais II ou III que dans les cases 12 et 13.

Il a été constaté que l'exploitant a respecté l'arrêté de mise en demeure du 4/11/2021 sur ce point puisqu'il n'y a plus d'engrais II ou III dans les cases 1 à 11. Si l'exploitant souhaite stocker des engrais II ou III dans les cases 12 et 13, il devra porter ces modifications à la connaissance de la préfecture et justifier la conformité techniques des cases.

2 : le stockage de big bags sur des zones non prévues dans l'étude de dangers du site et dans des conditions techniques ne satisfaisant pas les exigences de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010.

- Le "tunnel" (îlot n°1) ne comportait quasiment aucun engrais classé le jour de la visite. La situation est donc régularisée.

- L'îlot n°2 n'était plus présent le jour de la visite.

- L'îlot n°3 existe toujours. Il comportait au 11 février 2022 beaucoup moins de big bags que lors de la visite du 30 septembre 2021. Toutefois, cet îlot n'a toujours pas été porté à la connaissance de la préfecture avec les éléments d'appréciation et présente des problèmes de conformité technique (le

sol n'est pas en béton, l'îlot est à moins de 10 mètres des poteaux bois des cases 12 et 13). L'inspection propose la suppression de cet îlot.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Stockage engrais II et III cases 12 et 13

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/11/2021, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Ammonitrates
Prescription contrôlée : En application de l'article L.171-8-1 du code de l'environnement, la SAS BERNARD AGRICULTURE est mise en demeure, dans le cadre de son établissement situé rue de la gare à Saint-André-de-Corcy, de : - réaliser le stockage d'engrais vrac de catégorie 4702-II ou 4702-III exclusivement au sein des deux cases de 1200 tonnes numérotées 12 et 13 conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 31 mars 2000, sous un délai maximal de huit jours.
Constats : Lors de la visite du 11/02/2022, il n'a pas été constaté de stockage d'engrais de catégorie 4702-II ou 4702-III au sein des cases 1 à 11. Les engrais vrac de catégorie 4702-II ou 4702-III sont stockés uniquement dans les cases 12 et 13.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Distances d'éloignement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/11/2021, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Ammonitrates
Prescription contrôlée : En application de l'article L.171-8-1 du code de l'environnement, la SAS BERNARD AGRICULTURE est mise en demeure, dans le cadre de son établissement situé rue de la gare à Saint-André-de-Corcy, de : - respecter la distance d'implantation de 20 mètres entre les limites de propriété et les installations de stockage d'engrais conditionnés en big bags sur les îlots n°1 et 2, conformément aux dispositions de l'article 7.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010.
Constats : L'îlot n°1 (tunnel) ne comportait presque plus d'engrais classés. Aucun engrais classé 4702-II ou III n'était stocké sous ce tunnel le jour de la visite. Il a été constaté la présence résiduelle de 14 big-bags d'engrais classés 4702-I. L'exploitant a indiqué que ces big-bags étaient en transit et ont dû être stockés sous le tunnel par mégarde. Compte tenu de la quantité très limitée d'engrais (seulement 14 big-bags) et compte tenu du caractère inopiné de la visite, il est constaté que le tunnel ne sert plus au stockage d'engrais classés. De ce fait, la distance de 20 mètres n'est plus opposable. L'îlot n°2 (au sud du poste d'ensachage) n'existait plus au jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives tunnel

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/11/2021, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Ammonitrates
Prescription contrôlée : En application de l'article L.171-8-1 du code de l'environnement, la SAS BERNARD AGRICULTURE est mise en demeure, dans le cadre de son établissement situé rue de la gare à Saint-André-de-Corcy, de : - respecter les dispositions constructives pour les matériaux de la toiture et de la charpente du "tunnel" stockant les engrais conditionnés en big bags sur l'îlot n°1 conformément aux dispositions de l'article 7.6 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 ;
Constats : Le tunnel ne sert plus au stockage d'engrais classés (cf constat n°2). De ce fait, les dispositions constructives ne sont plus opposables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Distances d'éloignement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/11/2021, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Distances d'éloignement
Prescription contrôlée : En application de l'article L.171-8-1 du code de l'environnement, la SAS BERNARD AGRICULTURE est mise en demeure, dans le cadre de son établissement situé rue de la gare à Saint-André-de-Corcy, de : - respecter la distance d'éloignement de 10 mètres entre : * le stockage extérieur de céréales (matières combustibles) et l'îlot de stockage d'engrais n°3 ; * les poteaux en bois de la charpente de la case n°12 (matériau combustible) et l'îlot de stockage d'engrais n°3 ; conformément aux dispositions de l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010.
Constats : L'îlot n°3, située à l'Ouest des cases vrac 12 et 13, est de taille beaucoup plus réduite que lors de la visite précédente. Néanmoins, cet îlot est toujours situé à proximité des poteaux bois des cases vrac 12 et 13.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension

Nom du point de contrôle : Combustibles et matières incompatibles, proximité aux engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion des combustibles et des matières incompatibles
Prescription contrôlée : Les stockages ne contiennent aucun entreposage de matières combustibles ou incompatibles. Sont notamment interdits à l'intérieur du magasin de stockage et du stockage couvert ainsi qu'à moins de 10 mètres de tout stockage : <ul style="list-style-type: none">- les matières combustibles,- les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale, les semences ;- le nitrate d'ammonium technique, les produits agropharmaceutiques ;- les bouteilles de gaz comprimé ;- les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites, la chaux vive par exemple.
Constats : Il n'a pas été constaté de non-conformités le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Combustibles liquides ou liquéfiables proximité aux engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévenir la propagation d'un incendie par nappe enflammée
Prescription contrôlée : Des précautions sont prises pour qu'aucun déversement de liquides inflammables ou de substances combustibles (liquides ou solides accidentellement fondus) ne puisse atteindre les engrais manipulés ou stockés sur le site.
Constats : Il n'a pas été constaté la présence de liquides inflammables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Urée gestion et proximité aux engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévenir la contamination à l'urée
Prescription contrôlée : L'urée solide granulée peut être stockée à l'intérieur des magasins de stockage. Elle est systématiquement séparée physiquement des engrais « 4702-II ou 4702-III » et elle n'est pas stockée dans la même case. Une distance libre minimale d'un mètre au-dessus du tas d'urée est conservée entre le haut du tas d'urée et le haut des parois de séparation des cases. Le stockage d'urée est également réalisé en retrait d'une distance minimale d'un mètre par rapport à l'avant des parois.
Constats : Il n'a pas été constaté de non conformités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Chlorures de potassium, sulfate d'ammonium et chlorure de sodium

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion de matières particulièrement incompatibles
Prescription contrôlée : Le chlorure de potassium, le sulfate d'ammonium et le chlorure de sodium sont stockés séparés à minima par une case des engrais 1331-II ou par un espace minimal de 5 mètres et un mur (ou une paroi) dimensionné pour éviter toute mise en contact accidentelle de ces produits avec les engrais « 4702-II ou 4702-III ».
Constats : Il n'a pas été constaté de non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Engins de manutention, stationnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Remisage des engins
Prescription contrôlée : Les véhicules qui ne sont pas en cours de chargement ou de déchargement d'engrais sont stationnés à une distance d'au moins 10 mètres des engrais. Ils peuvent être stationnés à une distance inférieure s'ils le sont dans un local réservé à cet effet dont les murs sont REI 120.
Constats : Il n'a pas été constaté de non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eclairages et installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévenir un départ d'incendie d'origine électrique
Prescription contrôlée : Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. Les installations électriques ne sont pas en contact avec les engrais. Un interrupteur général clairement signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour tout le bâtiment, est installé à proximité d'au moins une issue, préférentiellement à l'extérieur du bâtiment
Constats : Il n'a pas été constaté de non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Détetion automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence, dimensionnée et entretenue
Prescription contrôlée : Les magasins de stockage et les stockages couverts sont équipés de systèmes spécifiques permettant une détection efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple). L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du système retenu pour ces dispositifs de détection ainsi que de son dimensionnement. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. L'exploitant établit des consignes de maintenance et organise à une fréquence adaptée des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Il n'a pas été constaté de non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Alarme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Garantir l'opérationnalité permanente de la détection et de l'alarme
Prescription contrôlée : Le système de détection avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire et fonctionne en permanence.
Constats : Il n'a pas été constaté de non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens en eau accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Proximité des stockages des moyens eau
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure que le site dispose d'un débit d'eau suffisant, régulier et disponible à tout moment afin de combattre efficacement un sinistre. L'exploitant dispose à cet effet d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, bouches, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que d'une part tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil, et que d'autre part tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m ³ /h pendant une durée d'au moins deux heures.
Constats : Un poteau incendie est situé à proximité de l'entrée de la zone "engrais".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Equipements de première intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux référentiels en vigueur, notamment d'extincteurs répartis à l'intérieur du bâtiment et du stockage couvert, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; A proximité des aires de chargement et de déchargement extérieures aux stockages, des aires de stationnement des engins de manutention, l'exploitant dispose :- d'au moins un extincteur sur roue de grande capacité (50 kg) ;- de pelles et de réserves de sable meuble et sec de 100 litres minimum.
Constats : L'extincteur sur roue de 50 kg est rangé dans un petit local. Compte tenu de la présence d'une marche, de l'encombrement de ce local, et de la distance de ce local, cet extincteur sur roue n'est pas facilement accessible. L'exploitant devra positionner cet extincteur à un endroit plus accessible en cas de sinistre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Accessibilité des stockages au SDIS, installation nouvelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accessibilité des installations nouvelles
Prescription contrôlée : Les installations nouvelles disposent de : <ul style="list-style-type: none">- un d'accès dégagé entre la voie publique et l'installation- une voie "engins" sur le périmètre du stockage de 3 mètres de large et de 3,5 mètre de haut- ou si la circulation est impossible sur la totalité du périmètre, les derniers 40m en impasse ont une largeur de 7m avec une aire de retournement de 10m de diamètre.- chaque point du périmètre de stockage est à moins de 60m de cette voie- la présence d'accès à toutes les issues des stockages depuis la voie engin par un chemin stabilisé de 1,4m de large.- en cas de bâtiment > à 15m la présence d'une voie échelle sur au moins une façade (voie d'au moins 4 m de large située en 1 et 8 m de la façade)
Constats : Il n'a pas été constaté de non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accessibilité des stockages au SDIS, installation existante

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accessibilité des installations existantes
Prescription contrôlée : Les installations existantes après 1994, disposent de <ul style="list-style-type: none">- une voie "engins" sur le 1/2 périmètre de magasin de stockage, de 6m de large et de 3,5m de haut- les issues des stockages sont reliés à ces voies par des chemins stabilisés 1,8m de large et < 60m de long
Constats : Il n'a pas été constaté de non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Informer le SDIS des dangers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Aide pour l'intervention des SDIS
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux référentiels en vigueur, notamment de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque zone présentant un risque différent.
Constats : Les plans des locaux sont insuffisants. L'exploitant doit établir un plan des locaux spécifique à la zone "engrais" faisant clairement apparaître toutes les cases et l'ensemble des bâtiments.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Désenfumage, existence et dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 9.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'exutoire suffisamment dimensionné
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées. La surface utile des exutoires est exprimée en pourcentage de la surface au sol totale du magasin de stockage et n'est pas inférieure à : - 2 % pour les produits 4702-i et 4703, - 1 % pour les produits 4702-ii iii iv. Pour les installations nouvelles la taille et la localisation des exutoires : - ont une superficie utile projetée en toiture est $\geq 2\text{‰}$ et $\leq 2,4\%$ tous les 250m ² - ne sont pas être implantés en toiture à moins de 7 mètres des murs et parois en contact avec les stockages. Des amenées d'air frais d'une surface minimale égale à celle exigée pour les exutoires sont disponibles dans les deux tiers inférieurs du bâtiment.
Constats : Les cases 12 et 13 sont des stockages couverts. Ils ne disposent pas de DENFC. Conformément à l'article 9.2 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010, l'exploitant doit pouvoir démontrer que l'évacuation des fumées, des gaz de combustion et de la chaleur dégagés en cas d'incendie peut se faire naturellement à l'air libre en dehors du stockage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 12
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence, dimensionnée et adaptée pour récupérer les eaux de sinistre
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes appropriés de récupération des écoulements d'engrais, visant à prévenir les risques de pollution pour les milieux environnants. Le volume des capacités de rétention est proportionné en fonction du risque et des besoins en eau. L'exploitant est notamment à même de justifier que ces capacités ont été correctement déterminées et mises en œuvre. Des dispositifs facilement accessibles et manœuvrables permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés afin de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs
Constats : L'exploitant dispose d'un bassin de confinement avec dispositif de vidange automatique. Toutefois, le jour de la visite, il a été constaté que le bassin était partiellement rempli. L'exploitant devra justifier le dispositif de fonctionnement de vidange automatique du bassin et plus particulièrement les réglages de hauteur permettant de s'assurer d'une capacité disponible suffisante.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sols bétons

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Engrais
Prescription contrôlée : Les sols des stockages sont en béton ou équivalent et présentent un caractère incombustible (A1FL) sans potentiel de contamination. Tout revêtement notamment d'asphalte ou d'enrobé ou contenant du bitume est interdit au niveau des stockages et magasins de stockage. Cette disposition est applicable selon le tableau suivant : Lorsque le sol des stockages existants est refait, il présente un caractère incombustible (A1FL) sans potentiel de contamination et il est interdit d'utiliser un revêtement notamment d'asphalte ou d'enrobé ou contenant du bitume. Pour les stockages existants, à l'exception de ceux stockant des produits 4703 : un revêtement notamment d'asphalte ou d'enrobé ou contenant du bitume toléré pour les allées de circulation.
Constats : La zone de stockage située à l'ouest des cases 12 et 13 est soumise à la prescription relative aux sols bétons puisque cette zone ne bénéficie pas de l'antériorité technique. Pourtant, les big bags sont stockés sur une aire bitumée. Le sol de cette zone de stockage n'est donc pas conforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Sensibilisation du personnel intérimaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 4.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Engrais
Prescription contrôlée : Le personnel intérimaire ou saisonnier reçoit une sensibilisation adaptée aux risques
Constats : Lors de son arrivée (inopinée), l'inspecteur de l'environnement a constaté la présence de 2 personnels en plus du responsable de dépôt d'engrais. Ces 2 personnels ont déclaré être intérimaires et ont aidé au nettoyage des cases sous la responsabilité directe du chef de dépôt. Toutefois, ces personnels ont indiqué à l'inspecteur (sans connaître sa fonction à ce moment là) n'avoir reçu aucune sensibilisation aux risques. L'exploitant devra veiller à assurer une "sensibilisation" du personnel intérimaire ou saisonnier aux risques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Nettoyage des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Engrais
Prescription contrôlée : Les installations (stockages, ensemble des équipements fixes nécessaires à la manutention des engrais : pieds d'élévateur par exemple, allées de circulation notamment) sont entretenues et nettoyées régulièrement. Le sol des installations est systématiquement nettoyé avant entreposage de l'engrais.
Constats : Lors de la visite, 2 personnels intérimaires étaient affectés au nettoyage de l'entrée des cases de stockage. Il n'est donc pas constaté de non conformité pour les sols. En revanche, il a été constaté que les passerelles situées au dessus des cases et supportant les bandes transporteuses étaient sales. Il a d'ailleurs été constaté des traces de contaminations de certaines cases par des produits tombés des passerelles. Le nettoyage de ces passerelles doit être réalisé régulièrement pour éviter les contaminations des cases situées en dessous, sans attendre le nettoyage annuel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Modification des îlots de stockage des Big bags

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/11/2021, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Engrais
Prescription contrôlée : La société BERNARD AGRICULTURE est mise en demeure de transmettre à la préfecture un porter à connaissance portant sur toutes les modifications projetées relatives aux stockages d'engrais conditionnés sous un délai de 1 mois.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis ce porter à connaissance à ce jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension , Astreinte